



PREFECTURE DU DOUBS

*Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Franche-Comté*

Unité Territoriale Centre

**LE PREFET DE LA REGION FRANCHE-COMTE
PREFET DU DOUBS
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

ARRETE – 2014108 – 0001

**OBJET : Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires
Société ONYX VALEST à CUBRY II**

VU

- le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du Code précité, et notamment son article 18 ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2518 du 23 juin 1993, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 6061 du 17 novembre 1998, n° 6269 du 29 octobre 1999, n° 2913 du 29 juin 2000, n° 1778 du 10 avril 2003 et n°1024 du 13 mars 2008 autorisant la société ONYX VALEST à exploiter des installations classées sur le territoire de la commune de CUBRY ;
- le dossier de cessation d'activités du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de CUBRY II en date de juin 2002 ;
- les compléments au dossier de cessation d'activités en date d'octobre 2002 ;
- l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés et notamment son article 51 relatif au programme de suivi post-exploitation ;
- le rapport de l'inspection des installations classées du 1^{er} octobre 2013 suite à la visite d'inspection du 14 août 2013 ;
- l'avis de la commission locale de concertation et de suivi qui s'est tenue le 26 février 2014;
- l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 11 mars 2014;
- l'avis du CODERST dans sa séance en date du 20 mars 2014 ;

CONSIDERANT que la société VALEST a stoppé l'exploitation commerciale de son centre de stockage de déchets non dangereux en juin 2002 ;

CONSIDERANT les constatations sur site lors de l'inspection de 2013 et notamment l'absence du suivi mensuel du niveau de lixiviats ;

CONSIDERANT le volume en hausse de lixiviats généré par le site ;

CONSIDERANT que ce programme de surveillance est destiné à protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

M. le Directeur de la société VALEST, dont le siège social est situé 76, avenue André Malraux – BP 90252 – 57006 Metz Cedex 1, est tenu de se conformer aux dispositions complémentaires définies par le présent arrêté pour son site de Cubry II.

ARTICLE 2 – SUIVI DES LIXIVIATS

L'article 3 de l'arrêté du 19 novembre 1998 est remplacé par l'article suivant :

L'exploitant, vérifiera mensuellement le niveau de lixiviats vis à vis du fond de l'alvéole dans l'ouvrage existant dans le massif de déchet au Nord Ouest du site et dans le puits de relevage.

En cas d'atteinte d'un niveau dans le puits de relevage représentatif d'une hauteur de lixiviats supérieure à 30 cm en fond d'alvéole, des dispositions devront être prise immédiatement pour baisser le niveau de lixiviats et la fréquence de contrôle des niveaux sera hebdomadaire durant le mois qui suit le dépassement.

ARTICLE 3 RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE ET CONTRÔLE DE STABILITÉ DES DIGUES.

Le relevé topographique de l'ensemble du site est réalisé tous les 3 ans. Un relevé topographique est réalisé annuellement sur les points de contrôle de stabilité des digues.

Les points de contrôle doivent être équipés d'un plot fixe permettant de suivre dans le temps les déplacements des digues dans les trois dimensions. L'exploitant transmettra dans les deux mois après notification de l'arrêté le plan d'implantation des plots de contrôle établi par un géomètre indépendant. Les plots seront installés dans les trois mois après accord de l'inspection.

ARTICLE 4 EXPERTISE.

L'objet de l'expertise est d'identifier l'origine de la surproduction du lixiviat et de garantir dans le temps l'efficacité des mesures existantes (actives et passives) pour empêcher toute atteinte du milieu.

Elle s'appuiera sur la genèse du site depuis sa conception jusqu'aux derniers travaux, conclura sur la suffisance ou non des mesures existantes et proposera des solutions opérationnelles visant à réduire la production du lixiviat et améliorer, si nécessaire, la sûreté des installations.

Au plus tard le 1^{er} septembre 2014, l'exploitant remettra à l'inspection des installations classées le rapport de l'expert qui a été désigné en accord avec l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 – DELAI ET VOIE DE RECOURS.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Besançon :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes.

ARTICLE 6 – NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à M. le Maire de la Commune de CUBRY. Il sera affiché en Mairie de CUBRY par les soins du maire et par l'exploitant dans son installation pendant un mois au minimum. Un extrait sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 7 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du DOUBS, le Maire de CUBRY ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de CUBRY,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à Besançon,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté – Unité Territoriale Centre.

Besançon, Le **18 AVR. 2014**

Le Préfet

Le Secrétaire Général

Joël MATHURIN